



Original :anglais

UPAP/CAT/CS/01/2023 - Doc N°5

COMMISSION STRATEGIE (CS)

25 et 28 août 2023, Arusha, Tanzanie

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

1. Objet Rapport du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophes	Références/Alinéas Plan d'action de l'UPAP 2022-2025
2. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">• Prendre note des activités ;• Donner des orientations le cas échéant	

1. INTRODUCTION

Le Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe a tenu trois (3) réunions après la 40^{ème} session ordinaire du Conseil d'administration de l'UPAP conformément au Plan d'action de l'UPAP 2022-2025. Les réunions qui ont eu lieu sont les suivantes :

- Réunion d'urgence après l'avènement du cyclone Freddy, le 15 mars 2023 ;
- La réunion du Groupe de travail, le 14 avril 2023 ;
- Réunion d'urgence suite aux inondations en République Démocratique du Congo, le 11 mai 2023

2. ACTIVITES DU GROUPE DE TRAVAIL

2.1 REUNION D'URGENCE APRES L'AVENEMENT DU CYCLONE FREDDY

2.1.1 Introduction

Lors de l'avènement du cyclone tropical Freddy, qui a touché Madagascar, le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe, une réunion d'urgence du Bureau du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe (GRC) comprenant l'Afrique du Sud (président), le Mozambique (1^{er} vice-président) Madagascar (2^{ème} vice-président) et le Malawi (rapporteur) a été organisée par le Secrétariat général le 15 mars 2023, pour évaluer la situation dans les États membres touchés et envisager des mesures d'atténuation des risques.

D'autres pays, à savoir le Zimbabwe et la Zambie, qui risquaient d'être touchés par le cyclone, ont également participé à la réunion, y compris l'organisme postal sous-régional à savoir l'Association des opérateurs postaux d'Afrique australe (SAPOA).

2.1.2 Domaines de focalisation

La réunion s'est focalisée sur les principaux domaines suivants :

- a) Bilan de la situation dans les pays respectifs à la lumière du Cyclone Freddy ;
- b) Interventions/mesures en cours/à prendre ;
- c) Création d'un centre de commande GRC dans chaque pays respectif ;
- d) Mise en place d'un cadre de communication et de circulation d'informations qui fait partie intégrante du Cadre de gestion des risques de catastrophe ;
- e) Analyse et identification des besoins pour les zones affectées ;
- f) Pistes d'action.

2.1.3 Points clés à retenir

La réunion a élaboré un cadre de communication sur les risques de catastrophe, qui devrait être utilisé régulièrement pour faciliter la communication entre les pays touchés et le Secrétariat général de l'UPAP. Le cadre a été diffusé le 17 mars 2023 pour obtenir des informations sur huit (8) variables comme suit :

- a) Activation du plan de gestion des risques de catastrophes ;
- b) Étendue des dommages causés par le cyclone ;
- c) Dommages aux biens mobiliers et immobiliers ;
- d) Perturbations du service postal ;
- e) Dommages aux infrastructures nationales et aux services publics ;
- f) interventions et mesures d'atténuation ;
- g) communication avec les parties prenantes ;
- h) Observations générales.

Le rapport détaillé de la réunion est joint en **annexe 1**.

2.2 REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE (14 AVRIL 2023)

La réunion a été dirigée par les membres du Bureau suivants : Afrique du Sud (président), Madagascar (1^{er} vice-président) et Malawi (rapporteur).

2.2.1 Introduction

La réunion du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe s'est tenue en mode virtuel le 14 avril 2023. Quarante-neuf (49) participants ont été enregistrés. Au début de la réunion :

- a. Un récapitulatif sur le cyclone Freddy, et une réflexion a été faite sur le bref résumé de la situation dans les pays touchés ;
- b. Le mandat du Groupe de travail a été parcouru à nouveau, c'est-à-dire que le Groupe de travail est chargé de proposer des stratégies, des approches et des mécanismes de gestion des risques pour la sécurité et la résilience avant, pendant et après une catastrophe ;
- c. Il a été noté en outre, que le Groupe de travail sur la GRC est mandaté pour atteindre des objectifs spécifiques, que sont : l'identification des risques, l'élaboration de cadres de gestion des risques, le suivi et l'évaluation des risques, les interventions et mécanismes de reprise, ainsi que la gestion des risques et le partage des connaissances.
- d. Il a été souligné que le Groupe de travail doit travailler avec les institutions gouvernementales, entre autres, afin d'être toujours préparé aux situations de catastrophe ;
- e. Il a été suggéré que les États membres adoptent, domestiquent et internalisent des cadres, des listes de contrôle d'urgence et des modèles pour l'ensemble du cycle de vie de la gestion des risques, qui comprend la prévention des risques, l'atténuation, la préparation, la réponse et la reprise.

2.2.2 Domaines de focalisation

La réunion s'est focalisée sur les principaux domaines suivants :

i. Réponses aux catastrophes

Le Secrétariat général a présenté un rapport axé sur l'impact du cyclone Freddy, pour informer le Groupe de travail de la réponse du Secrétariat général aux dommages collatéraux.

ii. **Rapport sur l'intrusion illégale du site Web de l'UPAP**

Un rapport et un plan d'action sur l'intrusion du site web de l'UPAP ont été présentés par le Secrétariat général. Ledit rapport a été présenté pour partager des informations suite au piratage du site Web de l'UPAP par des intrus inconnus le 13 mars 2023. L'action malveillante des intrus a réussi à bloquer les visiteurs du site et les a plutôt dirigés vers un autre site. Par la circulaire N°015/UPAP/SG/CAB/DC/, en date du 14 mars 2023, les États membres, les organismes postaux sous-régionaux et les organisations partenaires ont été informés de l'inaccessibilité du site Web de l'UPAP en raison d'un piratage.

Ce rapport a également été présenté au Groupe de travail puisqu'il est mandaté, entre autres, pour entreprendre des interventions et des mécanismes de reprise après de tels incidents conformément au Programme d'activités de l'UPAP (2022-2025).

L'orientation principale du rapport portait sur les domaines suivants :

- a. Manifestation du piratage ;
- b. Recommandations de l'hébergeur (Dot Africa) ;
- c. Mesures prises pour atténuer les dommages par le Secrétariat général ;
- d. Mesures prises par les experts en cybercriminalité de la TCRA et du département informatique de l'UPAP ;
- e. Implications du piratage ;
- f. Recommandations

Les recommandations ont porté sur les domaines suivants : -

- ✓ mesures relatives à la connexion ;
- ✓ test de sécurité et mises à jour ;
- ✓ sécurité.

Après la mise en œuvre des actions nécessaires, le site Web a été nettoyé et remis en ligne le 30 mars 2023. Il a été demandé au Technicien du Secrétariat général de continuer d'assurer la surveillance de la situation.

iii. **Analyse d'impact sur les activités (BIA) et plans de continuité des activités**

L'Afrique du Sud a présenté l'analyse d'impact sur les activités (BIA) et le plan de continuité des activités. L'objectif d'une analyse d'impact sur l'entreprise est de :

- a. Acquérir une compréhension des principaux produits et services de l'organisation et des activités qui les fournissent
- b. Déterminer les priorités et les délais de reprise des activités
- c. Identifier les ressources clés susceptibles d'être nécessaires pour la continuité et la reprise

d. Identifier les dépendances (internes et externes).

Un modèle que les membres pourraient utiliser aux fins de l'analyse d'impact sur les entreprises a également été présenté. Sur la base de la présentation, il a été convenu qu'un référentiel des risques du secteur postal africain soit élaboré. À cet égard, une équipe d'États membres de chaque sous-région du continent a été mise en place. La composition de ladite équipe est la suivante : le Botswana et le Zimbabwe (région australe), la Tanzanie et le Kenya (région Est), le Cameroun (région du Centre), l'Égypte et le Maroc (région Nord), et le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal et la Côte d'Ivoire (région Ouest).

Les membres de l'équipe ont apporté des contributions à la préparation du référentiel des risques du secteur postal africain et qui est toujours en cours d'élaboration. Il sera présenté à cette Commission sous le document intitulé **UPAP/CAT/CS/01/2023 - Doc N°6**.

2.3 REUNION D'URGENCE À LA SUITE DES INONDATIONS EN REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

2.3.1 Description de la situation

Une réunion d'urgence du Bureau du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe s'est tenue le 11 mai 2023 en raison des inondations en République démocratique du Congo (RDC). Les inondations ont été causées par des pluies torrentielles qui ont touché l'est de la République démocratique du Congo, provoquant le débordement des rivières, entraînant des crues soudaines, des victimes et de graves dégâts.

Heureusement, ni les bureaux de poste ni les postiers n'ont été directement touchés par les inondations. Cependant, il y a eu une baisse du nombre d'activités postales en raison des effets de la catastrophe.

2.3.2 Pistes d'action/Principaux points à retenir

Les principales conclusions de la réunion sont les suivantes :

- i. Étant donné qu'il n'y a pas eu de dommages importants aux bureaux de poste, il a été conseillé à la poste en RDC de compléter les efforts du gouvernement en fournissant l'assistance nécessaire, comme la distribution d'articles essentiels aux victimes touchées ;
- ii. La RDC a demandé que l'UPAP fournisse la documentation des formulaires d'évaluation GRC, ce qui a été fait ;
- iii. La RDC a été encouragée à utiliser le cadre GRC élaboré en 2022 par l'Union comme document de référence et il lui a été conseillé la création d'une équipe qui travaillera avec l'UPAP sur des questions similaires à l'avenir ;
- iv. La RDC doit mettre en place des centres de coordination des actions de GRC au sein de ses structures pour assister dans de telles situations ;
- v. La RDC devrait profiter du programme d'assistance technique de l'UPU pour la gestion des risques de catastrophe pour mobiliser une assistance en cas de catastrophe à l'avenir ;

- vi. La RDC a été encouragée à rejoindre le Groupe de travail de l'UPAP sur la GRC pour bénéficier des connaissances et des compétences des autres membres ;
- vii. Il a été conseillé à la RDC d'envoyer des messages du système d'information d'urgence (EmIS) à l'UPU en cas de catastrophe et de remplir le formulaire d'évaluation de la GRC en tant que communication officielle à l'UPAP et que le formulaire soit utilisé chaque fois qu'une catastrophe se produit ;
- viii. La réunion a été informée que l'UPAP était en contact avec l'UPU sur le renforcement des capacités de ses membres en matière de gestion des risques de catastrophe ;
- ix. Enfin, il a été convenu que des réunions régulières soient organisées pour assurer la préparation à de telles situations.

3. DECISION ATTENDUE

La Commission est invitée à prendre note du document et à donner des orientations le cas échéant.



RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

REUNION D'URGENCE EN MODE VIRTUEL SUR LE CYCLONE FREDDY

15 mars 2023

1. INTRODUCTION

Suite à l'avènement du cyclone Freddy, qui a frappé Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Zimbabwe et probablement la Zambie, une réunion d'urgence du bureau du groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe (GRC) comprenant l'Afrique du Sud (président), Madagascar (1^{er} vice-président), le Mozambique (2^{ème} vice-président) et le Malawi a été organisée par le Secrétariat général le 15 mars 2023 à 12h00 (GMT), pour évaluer en grande partie la situation et rechercher des pistes d'action.

D'autres pays, à savoir le Zimbabwe et la Zambie, susceptibles d'être touchés par le cyclone, ont également été invités à participer à la réunion, y compris l'organisme postal sous-régional, l'Association des opérateurs postaux d'Afrique australe.

2. ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

2.1 Allocution d'ouverture du président

Le président a remercié les membres pour avoir répondu à une invitation impromptue. Il a souhaité à tous une réunion d'orientation fructueuse au cours de laquelle les propositions d'interventions efficaces et efficientes élaborées aideront les pays touchés, en particulier les bureaux de poste et permettront également de réagir à l'avenir en cas de catastrophe.

2.2 Allocution du Secrétaire général de l'UPAP

Dans son propos liminaire, le Secrétaire général de l'UPAP a conseillé à la réunion à laquelle les pays du Bureau du Groupe de travail sur la gestion des risques de catastrophe (GRC) ont été conviés, de trouver des moyens d'aider les pays affectés par le cyclone Freddy. Il s'agit de Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Zimbabwe et la Zambie. Il a laissé entendre que le cyclone avait provoqué des perturbations et endommagé des habitations

ainsi que des bureaux de poste. Il a partagé l'objectif principal de la réunion qui était de travailler main dans la main avec les postes des pays touchés afin d'apporter le soutien nécessaire aux institutions affectées.

3. EVALUATION DE LA SITUATION CREEE PAR LE CYCLONE

3.1 Aperçu général de la situation par le Secrétariat général

Le Secrétariat général a donné un aperçu de la situation après l'avènement du cyclone Freddy sur la base des publications météorologiques.

3.1.1 Rapports des opérateurs désignés

3.1.1.1 Madagascar

- a) Dix-sept (17) pertes en vies humaines au total et 1 personne était toujours portée disparue le jour de la réunion ;
- b) 1 000 maisons endommagées ;
- c) 100 000 personnes déplacées ;
- d) 145 000 personnes ont perdu leurs logements et ont été assistées par l'État ;
- e) 46 bureaux de poste ont été inondés, notamment dans les régions du Sud et du Sud-Est ;
- f) Des toits de bureaux de poste ont également été emportés.
- g) Les revenus ont chuté en raison de la réduction des services commerciaux et de transfert d'argent ;
- h) Les routes ont été endommagées, par conséquent plus d'activités commerciales ni de transactions par l'intermédiaire des bureaux de poste.
- i) Les employés de trois (3) bureaux de poste de la zone sud ont été déplacés.
- j) Des mesures de sécurité ont été mises en place avant le déclenchement du cyclone, afin d'éviter des dégâts importants.

3.1.1.2 Malawi

- a) 10 des 13 districts de la région du Sud touchés ;
- b) 19 676 ménages ont subi des dégâts ;
- c) Environ 88 312 personnes avaient été déplacées et 41 personnes étaient toujours portées disparues ;
- d) 165 camps ont été mis en place pour les personnes affectées ;
- e) 707 personnes ont été blessées ;
- f) 8 bureaux de poste endommagés notamment dans la ville de Blantyre, le district de Nchalo et le canton de Lirangwe ;
- g) Sept (7) maisons abritant des institutions endommagées ;
- h) La plupart des routes de la région du sud ont été endommagées, les déplacements étaient par conséquent limités ;
- i) Il n'y a pas eu d'électricité pendant les trois (3) jours qu'a duré le cyclone ;

- j) Certains bureaux de poste n'étaient pas joignables par téléphone en raison de l'indisponibilité de l'électricité ;
- k) Le personnel des postes du Malawi affecté a été déplacé des zones touchées vers le centre de formation de Blantyre.

3.1.1.3 Zimbabwe

- a) Au Zimbabwe, le cyclone Freddy a touché la partie orientale du pays.
- b) Les bureaux de poste de la zone Est ont été endommagés et les toits ont été emportés ;
- c) Il n'y a pas eu de dommages majeurs aux ressources humaines ;
- d) Les personnes vivant dans des vallées ont été encouragées à se déplacer vers des hauteurs.
- e) Des signaux d'alerte précoce fournis par le gouvernement par le biais des stations de radio locales ont permis d'éviter des dégâts majeurs.

3.1.1.4 Zambie

- a) Le pays n'a pas été touché ;
- b) Le gouvernement prévoit de fournir des denrées alimentaires à ceux qui seraient touchés par les inondations, au cas où le cyclone frapperait.

3.1.1.5 Mozambique

- a) Le nombre de morts était de 20 ;
- b) Le premier cyclone a touché les régions du sud et du centre, en particulier les villes de Zambezia, Manica et Sofala ;
- c) Le gouvernement a pris des dispositions pour déplacer les populations vers les hauteurs ;
- d) La poste procède à une évaluation des impacts du cyclone, il n'y a donc pas eu de présentation de rapport lors de la réunion.

4. Interventions des États membres concernés

4.1 Madagascar

- a) Le Directeur général de la Poste s'est rendu dans les zones sinistrées pour apporter un soutien tel que des vivres
- b) Des systèmes d'alerte précoce ont été mis en place ;
- c) Le gouvernement a pris des mesures en répondant aux besoins de base tels que les prestations médicales ;
- d) Les personnes déplacées ont été transférées dans des écoles, de la nourriture et une aide financière ont été fournies ;

- e) La Poste n'a pas de plan de gestion des catastrophes, mais un cadre a plutôt été élaboré l'année dernière.

4.2 Malawi

- a) Le bureau de poste de Mulanje a été submergé ;
- b) Le ministre des Postes envisage des mesures pour rénover les bureaux de poste qui ont été endommagés dans le district de Mulanje dans la partie sud-est du pays;
- c) Les routes étaient impraticables ;
- d) Le gouvernement s'occupe de l'entretien des routes ;
- e) Les bureaux de poste ne fonctionnent plus depuis 4 jours dans la plupart des zones sinistrées ;
- f) Un plan de gestion des catastrophes a été élaboré l'année dernière ;
- g) Un centre de coordination présidé par le DG est en place et les responsables régionaux assistent le DG dans les régions ;
- h) Les centres de coordination ont vraiment aidé à gérer les effets dévastateurs du cyclone.

4.3 Mozambique

Au Mozambique, aucune intervention n'a été signalée car le rapport d'évaluation était encore en cours de compilation et serait distribué en temps voulu. Cependant, il a été signalé qu'au niveau du gouvernement, il existe une unité responsable des catastrophes.

4.4 Zambie

En Zambie, il n'y a pas eu d'intervention de la poste, mais le gouvernement zambien dispose d'une unité chargée des catastrophes.

4.5 Zimbabwe

- a) Un centre de coordination est disponible avec tous les départements représentés ;
- b) Le centre de coordination est dirigé par le DG Postes ;
- c) Un cadre de gestion des risques de catastrophe a été mis en place en 2020 ;
- d) Le Département de la protection civile est chargé de faire face aux catastrophes.

5. Centres de coordination

Sous ce point, les membres ont été priés d'indiquer si des centres de coordination des actions de gestion des risques de catastrophe ont été mis en place au sein des opérateurs désignés. Voici les réponses :

- a) Madagascar – Oui ;
- b) Malawi – Oui ;
- c) Mozambique – Non ;

- d) Zambie – Non ;
- e) Zimbabwe – Oui.

6. Cadre de communication

Le Secrétariat général a constaté qu'il n'y a pas d'outil de communication permettant aux Etats membres de signaler les catastrophes au Secrétariat général pour un accompagnement et une prise en compte des dépenses engagées après le retour à la normale suite à une catastrophe, entre autres. À ce titre, le Secrétariat général a promis de proposer un cadre pouvant aider les membres à fournir des informations régulières et pertinentes en cas de catastrophe. Les informations ne seraient pas seulement limitées à l'étendue des dommages causés à l'infrastructure des bureaux de poste, mais également à la communication avec les clients en termes de lieux et de services proposés en cas de catastrophe. Le cadre devait être diffusé le 17 mars 2023.

7. Analyse des besoins

Le Secrétariat général a orienté les membres sur les informations à inclure dans le cadre mentionné au point 6 ci-dessus, notamment :

- a) L'identification des besoins spécifiques après un sinistre ;
- b) Information sur les fonds qui seraient nécessaires.
- c) Les pays devraient être en mesure d'indiquer quand ils sont en mesure de recouvrer les coûts, entre autres.

8. Divers

Sous ce point de l'ordre du jour, le Secrétariat général a demandé aux membres d'utiliser leurs numéros WhatsApp pour créer un forum à travers lequel les membres pourraient facilement communiquer.

9. Clôture

9.1 Secrétaire général de l'UPAP

Le Secrétaire général de l'UPAP a exprimé une fois de plus sa gratitude au Groupe de travail pour le succès de la réunion malgré sa convocation impromptue. Il a déclaré qu'il était important de tenir de telles réunions lorsqu'une catastrophe survient ou lorsqu'elle se profile à l'horizon. Lorsqu'une catastrophe survient, une communication et des conseils constants sont très importants pour s'assurer que les membres touchés soient en mesure de faire face au traumatisme associé, car cela insufflerait un sentiment d'appartenance et aiderait à apaiser les tensions et à renouveler leur énergie. Il a invité tous les participants à partager les précieuses informations et à mettre en pratique ce qui a été convenu. Le Secrétariat général est disponible pour apporter son soutien au groupe de travail comme il le fait avec les autres groupes de travail.

9.2 Président

Le Président s'est joint au Secrétaire général de l'UPAP pour remercier les membres pour leur participation active. Il a souligné qu'il était nécessaire d'organiser des réunions régulières et urgentes lors de catastrophes, non seulement les cyclones mais aussi d'autres catastrophes telles que les tremblements de terre qui ne sont pas nécessairement courants dans la région et nous devrions faire preuve de vigilance au cas où ils se produiraient. Il a convenu avec le Secrétaire général qu'il est toujours nécessaire de soutenir les opérateurs désignés touchés lors de catastrophes comme celles-ci.

Il a enfin remercié le personnel du Secrétariat général pour son engagement dans cette cause ainsi que les interprètes pour leurs services.

Il a ensuite déclaré la réunion close à 13h45 (GMT).

ÉTENDUE DES DOMMAGES APRES LE PASSAGE DU CYCLONE TROPICAL FREDDY

		SITUATION DU PAYS			
VARIABLE	ACTIFS	MADAGASCAR	MALAWI	ZIMBABWE	COMMENTAIRES
Dommages aux biens mobiliers et immobiliers					
Infrastructures postales	Bâtiment du bureau de poste				Au Malawi, un bureau de poste a été gravement endommagé Au Malawi, quatre bureaux de poste ont été modérément endommagés
	Bâtiment du bureau de poste				
	Immeubles de bureaux				
Les logements du personnel					
	Maison de société				Au Malawi, deux maisons du personnel ont été gravement endommagées Au Malawi, sept maisons institutionnelles ont été modérément endommagées Au Malawi, deux maisons d'employés ont été complètement détruites Au Malawi, seize maisons appartenant à des employés ont été modérément endommagées
	Maison de société				
	Maison louée				
	Maisons du personnel				
	Appartenant à l'employé				
	Appartenant à l'employé				
	Employé - Loué				

Biens mobiliers	Véhicules				<div>Au Malawi, un bureau de poste a été temporairement fermé</div> <div>Au Malawi, les services de distribution du courrier ont été modérés dans six bureaux de poste</div>
	Meubles et accessoires				
	Des ordinateurs				
	Gadgets électriques				
Actifs de tiers	Courrier				
	Fret				
	Espèces				
Perturbations du service postal	Services de livraison du courrier				
	Services de livraison du courrier				
	Services numériques et électroniques				
	Back Office Services Postaux				
	Services monétaires				
	Bureau de change				
	Opérations du siège social				
	Opérations du bureau régional				
Dommages aux infrastructures nationales et aux services publics	Routes & Ponts				
	Services ferroviaires				
	Aéroport				
	L'approvisionnement en eau				

Systèmes d'égouts			
Électricité			
Communication mobile			
Téléservices fixes			

LÉGENDE:	ÉTENDUE DES DOMMAGES
	Néant
	Modéré
	Sérieux
	Complètement endommagé